

Le 8 mars 2023

PAR COURRIEL



La présente fait suite à votre demande d'accès à l'information reçue par courriel le 6 février 2023 et pour laquelle nous vous avons transmis un accusé de réception le 7 février 2023. Votre demande est ainsi libellée :

« ... j'aimerais obtenir les documents indiquant les sommes versées par la CDPQ à chacune des entreprises suivantes pour chacune des années calendaires 2021 et 2022 :

- *Facebook*
- *Instagram*
- *TikTok*
- *Twitter*
- *LinkedIn (publicité)*
- *LinkedIn (recrutement)* »

En réponse à votre demande d'accès à l'information, vous trouverez ci-dessous un tableau faisant état des sommes versées aux différentes entreprises pour les années calendaires 2021 et 2022.

Entreprise	2021	2022
Facebook	0	1 492\$
Instagram	0	91\$
TikTok	0	0
Twitter	0	0
LinkedIn (publicité)	15 000\$	4 195\$
LinkedIn (recrutement)	290 062\$	297 652\$

En terminant, pour votre information, nous vous faisons part de la teneur de l'article 135 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c.A-2.1) :

« 135. Une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission de réviser cette décision.

████████████████████

Une personne qui a fait une demande en vertu de la présente loi peut demander à la Commission de réviser toute décision du responsable sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur l'application de l'article 9 ou sur les frais exigibles.

Ces demandes doivent être faites dans les trente jours qui suivent la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé par la présente loi au responsable pour répondre à une demande. La Commission peut toutefois, pour un motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter ce délai. »

Veillez agréer, ██████████ mes salutations distinguées.

████████████████████

Claude Mikhail
Directeur, Droit administratif et
Responsable de l'accès à l'information
et de la protection des renseignements personnels